

SKOS  
CSIAS  
COSAS



Acte de la journée d'automne du 30 novembre 2006:  
Aide sociale: gérer l'ingérable

## **VIII. Conclusion**

*Daniel Monnin, chef du service de l'action sociale du canton de Neuchâtel*

Jeudi 30 novembre 2006  
Lausanne, Palais de Beaulieu

## **Aide sociale: gérer l'ingérable.**

Le petit groupe de travail chargé d'organiser les journées d'automne de l'ARTIAS s'est posé la question suivante: faut-il mettre un point d'interrogation à la fin de ce titre. La réponse fut non, mais la discussion néanmoins nourrie. L'aide sociale est en quelque sorte ingérable.

A l'issue de cette journée, Mesdames, Messieurs, sommes-nous toujours du même avis, voire même renforcés dans notre décision, dans notre affirmation? Ou pensons-nous au contraire que l'aide sociale est gérable? Avec difficultés peut-être, mais gérable tout de même.

Essayons de répondre à cette question en reprenant, de manière bien subjective évidemment, quelques éléments donnés par les intervenants. Par M. Fabio Fierloni d'abord, qui nous a dit:

*«De 1999 à 2000, le taux de chômage moyen est passé de 3,9 % à 2,3 %, soit une diminution de 1,6 point. Le taux mensuel "plancher" a été atteint en juin 2001 et était à 1,8 pourcent. De 2004 à 2006, le taux moyen est passé de 4,5 % à 4,1 %, soit une diminution de 0,4 points seulement. Le taux mensuel "plancher" a été de 3,9 pourcent. Question: Alors que la vigueur de la reprise économique semble être la même, pourquoi l'évolution du taux de chômage est-elle autant différenciée?»*

Et M. Fierloni d'interroger: *«Les compétences des demandeurs d'emploi ne répondent-elles plus aux attentes de l'économie? Et le travail intérimaire s'étant fortement développé depuis une décennie, quelles en sont les conséquences sur la précarité de l'emploi et le niveau des salaires? Les agences de placement et de location de service ont-elles influencé le niveau des salaires et de l'emploi. Même question d'ailleurs s'agissant de l'accord sur la libre-circulation des personnes sur le marché de l'emploi? Y a-t-il substitution ou complémentarité avec la main d'œuvre locale?»*

Sachant à quel point l'aide sociale est tributaire du taux de chômage et des possibilités d'emploi, se poser ces questions est primordial si l'on veut essayer de savoir si l'aide sociale est gérable ou non, aujourd'hui comme demain.

De son côté, M. Darioli, au sujet de la loi de O'Connor qui décrit ce qu'il nomme un système à crémaillère, nous a rappelé: *«Quand les moyens font défaut, on comprime les dépenses de l'Etat; quand les perspectives sont favorables, on réduit ses possibilités de recettes. La stratégie est simple: réduire les dépenses de l'Etat, c'est d'abord réduire les moyens à sa disposition».*

Ou encore, toujours selon M. Darioli: *«Tous les systèmes de protection sociale se trouvent confrontés à la même difficulté, celle de moyens insuffisants pour répondre à des besoins croissants. Et tous les régimes développent la même stratégie pour y faire face : si les moyens diminuent alors que les besoins augmentent, il n'y a qu'une seule issue, celle de la pression sur les prestations. Chacun y va alors de sa propre stratégie par la réduction objective du droit aux prestations ou le transfert de la charge de cette prestation sur un autre régime, l'argumentation étant souvent complétée par la volonté déclarée de réduire les abus».*

Transfert de la charge sur un autre régime: quel autre régime sinon très souvent celui de l'aide sociale?

Et M. Darioli de poursuivre: *«Lorsque le 1er marché du travail ne peut plus déverser son trop plein lié à l'augmentation du rythme de production ou à la réforme de ses structures sur l'assurance invalidité ou l'assurance chômage, il refuse simplement d'intégrer les personnes qui lui sont renvoyées par ce système. Elles se retrouvent inévitablement dans la voiture balai de l'aide sociale.*

*Dans plusieurs cantons, celle-ci augmente de 10 à 15 % par année. On s'en alarme, on s'en inquiète, on demande de revoir les normes d'attribution de l'aide sociale. Tout cela ne changera rien à un fait. Même en réduisant les normes, l'aide sociale continuera de croître parce que tout le système est organisé pour qu'il en soit ainsi».*

Mais Simon Darioli, en fin connaisseur du travail social et en bon Valaisan prêt à relever les pires défis conclut de manière néanmoins positive, et même philosophique, puisqu'il fait appel à Camus: *«Ne pas baisser les bras est certes indispensable, mais il faut avoir conscience qu'il s'agit d'un travail à recommencer sans fin, chaque jour. Comment dès lors concilier l'espoir et l'absence d'illusions».*

Et de citer la dernière phrase du mythe de Sisyphe d'Albert Camus: *«Il faut imaginer Sisyphe heureux».*

Madame la conseillère aux Etats Gisèle Ory, en tant que personnalité politique, d'une part, mais aussi en tant que directrice de Pro Infirmis Neuchâtel, s'inquiète de la volonté du Conseil fédéral de rendre l'accès à une rente AI encore plus restrictif jusqu'à diminuer l'octroi de nouvelles rentes de 10 à 20 pourcent. *«Que deviennent les personnes à qui une rente AI a été refusée»* demande-t-elle. Réponse: 39% font appel à l'aide sociale, comme le démontre l'étude dont elle nous a parlé.

Et que vont faire ces personnes à l'aide sociale? C'est simple: elles ne devraient pas y rester, puisque des mesures d'insertion vont leur donner les moyens de rejoindre le marché du travail. Raisonner comme cela, ce n'est pas simple: c'est simpliste. Comme l'a indiqué M. de Jonckheere: *«Les bénéficiaires des entreprises sociales ont des rapports fragiles avec eux-mêmes et les autres et leurs modes d'existence sont marqués par l'incertitude et la précarité. Dès lors, ils se trouvent dans cette «zone de vulnérabilité» dans laquelle la précarité du travail et la fragilité relationnelle se conjuguent. Le risque majeur qu'ils encourent est de passer relativement facilement dans la «zone de désaffiliation» qui associe la perte d'emploi salarié et l'isolement social».*

Cependant, être qualifié de vulnérable peut être compris comme une forme de reconnaissance. Mais la conséquence pragmatique de cette reconnaissance est que l'individu ne parvient pas à développer un rapport positif à lui-même et à autrui sur la base d'un attribut péjoratif et disqualifiant. Il ne peut effectivement pas se présenter en tant qu'être vulnérable dans l'espace public, notamment en vue d'obtenir un emploi salarié.

La solution passe-t-elle alors par l'entreprise sociale, par le deuxième marché du travail? La question est vaste et complexe. Sachons cependant une chose observée jusqu'à ce jour: les bénéficiaires des entreprises sociales touchent pour le travail fourni, et à l'exclusion de rentes diverses, un revenu modeste. Si comme nous le

supposons, le revenu fonctionne en tant que langage de reconnaissance, la reconnaissance est, elle aussi, modeste. Dès lors, il est difficile de dire à un bénéficiaire qu'il est reconnu en tant que travailleur, voire en tant que travailleur compétent, si son revenu ne correspond en rien à celui des autres travailleurs œuvrant dans des entreprises «traditionnelles».

Plus gérable l'aide sociale, même si on la gère? A mon humble avis **oui**. Elle n'est plus gérable parce qu'elle n'est plus maîtrisable, parce que l'on a une fausse image d'elle, des préjugés à son égard, de fausses attentes à son encontre. Parce qu'on ne veut pas voir et admettre la réalité. L'aide sociale et ses bénéficiaires, c'est, excusez-moi du terme *«la poussière que l'on met sous le tapis»*. Ou que l'on essaie de mettre sous le tapis. Poussière qui réapparaît, toujours plus dense, toujours plus épaisse, toujours plus noire.

Pour mieux illustrer mon propos, permettez-moi d'utiliser une image empruntée au domaine de la santé. Je l'ai intitulée:

### **La fièvre de l'aide sociale**

Lorsqu'elle consulte son thermomètre et que celui-ci indique une température une nouvelle fois en progression alors qu'elle était déjà élevée lors du dernier contrôle, une personne peut réagir de deux manières: soit elle accuse le thermomètre en mettant en doute sa fiabilité, son efficacité, et par conséquent son utilité, soit elle tire d'autres conclusions et essaie de prendre les mesures qui s'imposent.

Quelles conclusions? Quelles mesures?

La progression de la température, dans la grande majorité des cas, est le signe d'une détérioration de l'état de santé, d'une aggravation de la maladie. Il s'agit donc, à titre de mesures, de pousser l'analyse plus en détail pour trouver l'origine de ce dysfonctionnement, de diagnostiquer les raisons de cette malheureuse progression et d'essayer d'y apporter les remèdes adéquats. C'est le corps qui est malade et non le thermomètre. Celui-ci ne fait que refléter, signaler, révéler un état de santé qui se détériore, un corps qui fonctionne mal, se défend, réagit.

Mais pourquoi donc cette logique de la santé (ou de la maladie) ne s'applique-t-elle pas à l'aide sociale? Pourquoi faut-il que les responsables politiques accusent le thermomètre au lieu de se pencher sur le corps malade? Les dépenses d'aide sociale augmentent, progressent, d'année en année, certes. Mais qui donc est malade? Les services sociaux (le thermomètre) ou la société et ses assurances sociales (diminution de la solidarité), ses structures (modifications familiales, urbanisation), son fonctionnement (stress, exigences, qualification, délocalisation, chômage, exclusion)?

De grâce, Mesdames, Messieurs, chers politiciens, chères politiciennes, chers et chères contribuables, ne vous trompez pas de cible, regardez de plus près, affinez votre analyse. Raccourcir le thermomètre ne servirait à rien. Le casser encore moins. Le restructurer, à la rigueur, si c'est pour le rendre plus performant dans ses indications, dans sa précision. Non, le mal est ailleurs, dans notre corps, dans notre

société, dans nos comportements, dans notre acharnement à fermer les yeux, à refuser la réalité: une société qui, au nom du principe sacré et unique de l'équilibre des finances, ne prend plus en charge, qui exclut les non qualifiés professionnellement, les handicapés sociaux, les victimes des restructurations et des faillites est une société malade.

A noter au passage que le dogme de l'équilibre des finances s'accompagne souvent d'une demande de baisse fiscale. Est-ce vraiment raisonnable de penser qu'en mettant moins de mercure dans le thermomètre, nous allons favoriser la guérison?

L'assurance chômage et l'assurance invalidité souffrent (financièrement parlant, évidemment, puisqu'on ne parle que finances): il est temps dès lors d'amputer leurs prestations. Avec deux membres en moins à notre corps social, qui s'étonnera encore que le thermomètre aide sociale signale une nouvelle montée de la température?

Les degrés sont toujours plus élevés. Faut-il que chacun et chacune mette un habit de protection pour se séparer des autres et essayer de s'en sortir individuellement? Ou faut-il s'ouvrir à l'autre, le regarder, l'écouter, le comprendre, l'aider et construire ensemble un corps plus solide?

Les services sociaux révèlent le niveau de la température. Ils espèrent à chaque fois que leur constat sera entendu et nous conduira à écouter notre corps, à consulter pour trouver les remèdes nécessaires. Nier un mal profond conduit rarement à la guérison. Il faut agir, il faut traiter. Mais de grâce, ne pensez pas que les services sociaux sont à eux seuls le remède à cette société en ébullition. Et ils sont moins encore, n'en déplaise à certains et certaines, responsables de la maladie, qu'ils sont le virus à l'origine de la fièvre.

A quand un corps en meilleure santé? A quand un thermomètre qu'il fera bon consulter? A quand une aide sociale qui sera assainie parce que nous aurons compris qu'à vouloir ignorer qu'une partie de notre corps est malade nous conduit, à court, mais encore plus à moyen et long terme, à restreindre la qualité de vie de l'ensemble de la population.

### **Conclusion de la conclusion**

Simon Darioli a eu le courage, ou faudrait-il dire l'audace, de se référer au mythe de Sisyphe, version Albert Camus. Permettez-moi d'y revenir de manière plus complète et de citer Camus plus longuement.

*«Sisyphe regarde alors la pierre dévaler en quelques instants vers ce monde inférieur d'où il faudra la remonter vers les sommets. Il redescend dans la plaine. C'est pendant ce retour, cette pause, que Sisyphe nous intéresse... Nous voyons cet homme redescendre d'un pas lourd mais égal vers le tourment dont il ne connaîtra pas la fin... **Cette heure est celle de la conscience.** A chacun de ces instants, où il quitte les sommets et s'enfonce peu à peu, il est supérieur à son destin. Il est plus fort que son rocher, car il a conscience de sa situation».*

Mais ce mythe a quelque chose de tragique, précisément parce que son héros est conscient. Où serait en effet sa peine, si à chaque pas l'espoir de réussir le

soutenait? L'ouvrier, (l'assistant social), d'aujourd'hui travaille, tous les jours de sa vie, aux mêmes tâches et ce destin n'est pas moins absurde. Mais il n'est tragique qu'aux rares moments où il devient conscient (ou qu'on le rend conscient, comme aujourd'hui au travers d'exposés, d'explications, de constats?). Alors pourquoi se poser autant de questions, pourquoi vouloir tout expliquer et comprendre alors que cette recherche est source de tragédie, de douleur?

La réponse, Camus nous la donne ainsi: *«Si la descente ainsi se fait certains jours dans la douleur, elle peut se faire aussi dans la joie. Le mot n'est pas de trop. Je laisse Sisyphe au bas de la montagne! On retrouve toujours son fardeau. Pourtant chacun des grains de cette pierre, chaque éclat minéral de cette montagne pleine de nuit, à lui seul forme un monde. **La lutte elle-même vers les sommets suffit à remplir un coeur d'homme. Il faut imaginer Sisyphe heureux**».*

Eh oui, Mesdames, Messieurs, c'est aussi dans la lutte que se trouve notre motivation, notre joie, non uniquement dans l'objectif atteint. Dans le chemin vers l'objectif fixé, oui, dans la montée vers le sommet.